

# Congo : Reynders veut une date pour les élections

DIPLOMATIE Un « document stratégique » présenté ce mercredi au Parlement

► Didier Reynders se confie au « Soir » sur sa politique africaine et sur la situation à Kinshasa.

► Il souhaite que l'on ait une date pour les élections au Congo « si possible encore en 2017 », dit-il.

► Le ministre des Affaires étrangères se penche plus largement au chevet de l'Afrique centrale.

Alors que le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders s'apprête à présenter un document au Parlement aujourd'hui sur sa politique africaine, l'actualité au Congo se précipite. Sans trop de surprise, le président de la République démocratique du Congo Joseph Kabila a laissé entendre qu'il reportera la date des élections (lire ci-dessous), dans la suite logique des annonces faites précédemment par la Commission électorale.

## « Une enquête de l'ONU »

La situation au Congo inquiète vivement le ministre des Affaires étrangères : « Les manifestations et les violences des 19 et 20 septembre dernier ont changé la donne. Le bilan de la répression semble beaucoup plus lourd que ce qu'on en a dit, il y a eu un usage disproportionné de la force. C'est pourquoi j'insiste sur la nécessité d'une enquête de l'ONU et sur la définition des responsabilités individuelles, qu'il s'agisse de la répression ou des appels à la violence. » Pour Didier Reynders, « le délai de 500 jours proposé par la commission électorale n'a pas de sens. Si on retarde à ce point les

prochaines élections, on aboutit à un troisième mandat de fait... D'ici le 19 décembre (date d'expiration du deuxième mandat du président Kabila, NDLR), il faudra savoir avec clarté qui gère le pays et donc faire redémarrer le dialogue en y associant des personnalités importantes comme Moïse Katumbi ou Etienne Tshisekedi ».

## Visas limités à six mois

Didier Reynders a ainsi fait inscrire la situation au Congo à l'ordre du jour de la réunion européenne du 17 octobre prochain et a proposé une réunion de tous les « envoyés spéciaux » qui représentent la communauté internationale dans la région, « en suggérant qu'ils travaillent en étroite collaboration avec l'Union africaine. J'estime aussi qu'au Congo, il est urgent que la majorité et l'opposition, avec l'aide de la communauté internationale, définissent le statut d'"ancien président", entre autres en matière de sécurité. J'ai bien noté que l'Eglise catholique, elle aussi, souhaite un dialogue inclusif et que le pape François a reçu le président Kabila, qui se trouve en ce moment en visite officielle en Tanzanie. »

Préoccupé par la « date butoir » du 19 décembre, Didier Reynders souhaiterait savoir « dans quel contexte, dans quel cadre on se trouvera alors : nous serons en tous cas dans une autre logique, et c'est pour cela que j'ai limité à six mois les visas que nous allons octroyer... » Gérant la « maison Schengen » à Kinshasa, ce sont en effet des fonctionnaires belges qui ont la haute main sur l'octroi de visas pour tous les pays de la zone Schengen. Une limitation de ces visas à six mois représente donc une sanction déguisée...

« Même s'il est certain que des élections ne pourront être orga-

nisées avant le 19 décembre, il faut gérer la période intermédiaire, fixer un nouveau calendrier, savoir qui gèrera le pays », conclut Didier Reynders. « On ne peut pas imaginer des reports successifs des échéances. Tout le monde était conscient qu'il y aurait un report mais j'aimerais que l'on ait une date certaine pour des élections, si possible encore en 2017. »

Mais le Congo n'est pas le seul pays à occuper l'agenda du ministre des affaires étrangères. « Notre point de départ, c'est le constat suivant lequel l'intérêt à l'égard de l'Afrique centrale ne diminue pas, ni auprès de nos partenaires internationaux ni auprès de notre opinion publique... »

Ce constat a ainsi amené Didier Reynders à produire un « document stratégique » qui représentera le « fil rouge » de la politique de la Belgique en Afrique centrale et qui sera présenté ce mercredi au Parlement. « Il y a au moins vingt ans que l'on n'avait plus adapté un tel document aux réalités de notre politique », souligne Didier Reynders, qui insiste sur l'intérêt constant que rencontre toujours ce sujet.

## « Notre expertise compte »

« Aujourd'hui, insiste Didier Reynders, l'intérêt ne diminue pas : nos partenaires européens comptent toujours sur notre expertise, au Parlement, l'Afrique centrale suscite toujours beau-

coup de questions. Quant au public, il soutient des initiatives comme la "Fondation Virunga" qui, au Nord-Kivu, s'emploie à protéger le plus ancien parc naturel d'Afrique ou se passionne pour un personnage tel que le Docteur Mukwege. La diaspora africaine, de plus en plus active,

renforce également les liens déjà existants et qu'il s'agisse des universités, du secteur privé, des pouvoirs publics, des entités fédérées, l'Afrique centrale continue à inspirer de nombreuses initiatives. »

Puisque l'Afrique centrale demeure très présente dans le cœur et dans les actions des Belges, quelles sont les priorités de notre politique étrangère ? Pour Didier Reynders, « il est important de maintenir le dossier "Afrique centrale" sur la table des Européens, il faut encourager le dialogue avec les autorités, promouvoir la paix, la sécurité, le respect des droits de l'homme, développer l'économie. Notre logique, défendue au sein des réunions interfédérales, peut se résumer par la formule an-

glaise "diplomacy, defense, law and order", c'est dans cette lignelle que nous entendons agir ensemble, à tous les niveaux de pouvoir. »

Didier Reynders reconnaît qu'au Burundi, comme en République démocratique du Congo, deux des pays prioritaires pour la diplomatie belge, les sujets de préoccupation ne manquent pas : « Le Burundi connaît une crise majeure depuis plusieurs mois ; le régime se réfère sur lui-même, se montre sourd aux pressions voire aux sanctions. Tout est bloqué, fermé, les relations avec la Belgique sont très mauvaises et dans l'ensemble, la situation demeure très incertaine. »

A New York, Didier Reynders s'est entretenu avec le président ougandais Museveni et il en a conclu que « pour les pays de la région, les accords d'Arusha, qui en 2000 avaient marqué le retour de la paix au Burundi et scellé un certain équilibre ethnique, représentent toujours une référence incontournable. » ■

COLETTE BRAECKMAN

## ANALYSE

### Expertise perdue et retrouvée...

Lorsqu'au milieu des années 80, Léo Tindemans présenta un important document de synthèse sur la politique africaine de la Belgique, la démarche fut interprétée comme un tournant : l'ancienne puissance coloniale préconisait la diversification de ses relations, l'ouverture vers d'autres régions du monde et minimisait les liens économiques entre la Belgique et le Zaïre de

l'époque. Les crises succédant aux psychodrames, les relations jadis « privilégiées » s'érodèrent et sous la pression des socialistes flamands, l'Afrique centrale finit par sortir de l'écran radar des Belges. Cet abandon, cette relative méconnaissance, l'Afrique centrale allait le payer cher : au Rwanda, la France remplaça la Belgique, et en 1994, les 500 Casques bleus belges envoyés à Kigali s'étaient vu promettre des « vacances »... La mort de dix soldats de la paix poussa la Belgique, avec Willy Claes aux Affaires étrangères, à

abandonner le peuple rwandais à ses bourreaux. Quelques années plus tard, ce sont des spécialistes américains et des « miniers » canadiens qui suivirent de près la première guerre du Congo (1996-97) qui allait mettre fin au régime Mobutu. Il fallut attendre le retour au pouvoir des libéraux en 1999, avec Louis Michel aux Affaires étrangères, pour voir la Belgique reprendre sa place et multiplier les efforts pour mettre fin à la deuxième guerre du Congo (1998-2002). Mais il était, il est encore bien tard : la

mondialisation a amené en Afrique centrale d'autres partenaires, les Africains (Afrique du Sud en tête) veulent prendre en mains le destin de leur continent, de nouveaux alliés (Chine, Russie) permettent au Burundi de résister à toutes les pressions. Si la Belgique veut proposer son expertise, jouer un rôle, elle devra le faire sur la pointe des pieds, en se cordonnant avec d'autres... Tout en gardant discrètement sa capacité de frapper là où cela fait mal, en limitant les visas par exemple...

C. B.

## calendrier Kabila précise un probable report

Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Joseph Kabila, a annoncé ce mardi, à mots couverts, le report des élections alors que son mandat expire à la fin de l'année. « *Les élections pourront se tenir cette année ou un autre jour*, a-t-il déclaré à la presse, en swahili, en marge d'un voyage en Tanzanie, « *tout dépendra des travaux du dialogue qui se pour-*

*suivent à Kinshasa.* »

Le chef de l'Etat a notamment expliqué qu'il fallait mieux préparer le pays à ces échéances, observant que jusqu'à dix millions d'électeurs n'étaient pas inscrits sur les listes et qu'ils pourraient recourir à la violence s'ils ne pouvaient participer au scrutin. L'opposition accuse pour sa part Joseph Kabila, atteint par la limitation du nombre des man-

dates, de manœuvrer pour se maintenir au pouvoir.

### Tension avec Paris

Au même moment, à Kinshasa, le gouvernement congolais a accusé mardi le chef de la diplomatie française Jean-Marc Ayrault d'« *encourager les extrémistes* » dans ses déclarations demandant au président Kabila de respecter la Constitution et de

ne pas se représenter.

« *Après avoir allumé le brasier en encourageant les extrémistes, il évacuera ses compatriotes et laissera les Congolais se débrouiller* », a ainsi déclaré le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, en réaction aux propos du ministre français des Affaires étrangères sur la crise politique en RDC sur la chaîne *TV5 Monde*. (Rtr, afp) ■